

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Sanctions-contre-Israel-des-idees-toutes-pretes>

Sanctions contre Israël : des idées toutes prêtes !

- Empire et Résistance - Israël -

Date de mise en ligne : jeudi 31 juillet 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'inertie de la « Communauté internationale » face à l'agression israélienne contre Gaza est d'autant plus insupportable que les principaux dirigeants occidentaux s'activent dans le même temps pour punir les coupables, à leurs yeux, d'autres violations du droit international qui, pour être graves, ne sont pas comparables aux crimes perpétrés par le pouvoir israélien depuis des décennies contre le peuple palestinien : occupation, colonisation, annexion de Jérusalem, crimes de guerre répétés ! Sévérité d'un côté, impunité de l'autre. Illustration de ce « deux poids, deux mesures » inacceptable :

Le G7, qui réunit, entre elles, les puissances concernées au premier chef, annonçaient le 4 juin dernier sa « décision d'imposer des sanctions sur des personnes ou des entités qui ont soutenu activement ou participé à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité en Ukraine ». Ce club des défenseurs du droit précise même qu'il agit « en accord avec (une) résolution de l'Assemblée générale de l'ONU »...

Le Président Obama a résumé à maintes reprises la raison d'être de cette fermeté : « Ce que nous attendons, a-t-il martelé, c'est que les dirigeants russes se rendent compte que leurs agissements en Ukraine ont des conséquences, non seulement l'affaiblissement de l'économie de la Russie mais son isolement diplomatique croissant ». Et pour les responsables européens, les mesures prises visent à « mettre fin à la violence » et à appliquer un plan de paix !

Il suffit de remplacer dans toutes ces belles déclarations le mot « Russie » par celui d' « Israël » pour mesurer l'incroyable hypocrisie et l'indigne lâcheté des prétendus « grands » de ce monde.

Les sanctions prises dans le premier cas peuvent servir de rappel très concret de ce qui serait -pour le moins- immédiatement faisable dans le second. Qu'on en juge : la suspension de la coopération militaire ; le blocage des avoirs et l'interdiction de séjour aux Etats-Unis de 11, puis 31, puis 48, puis 61, puis 72... dirigeants de grands groupes, de banques ou de personnalités influentes proches du Premier responsable de l'Etat « puni » ; l'interdiction faite aux hommes d'affaires américains de commercer avec les entreprises en question ; la révision des conditions d'exportation vers le pays sanctionné d'équipements de haute technologie pouvant avoir un usage militaire ; le blocage de l'accès au marché des capitaux européens ; le gel de tous les programmes menés par la Banque Européenne d' Investissements dans le pays en question ; la dissuasion des investisseurs étrangers afin d'accélérer la fuite des capitaux du pays visé... Bref, pour Washington comme, désormais, pour l'Union européenne, il s'agit de resserrer l'étau autour du coupable désigné pour en faire « un paria » (dixit David Cameron) sur la scène mondiale.

Peut-on accepter sans réagir que les propres artisans de ce « *kit* » de mesures graduelles, à terme fort dissuasives, continuent, par ailleurs, à couvrir diplomatiquement, financièrement et militairement un régime hors-la-loi ? Rappelons que l'Union européenne, non contente de refuser tout gel de l'Accord d'Association UE-Israël, a rehaussé substantiellement ses liens de coopération avec le régime Nétanyahou en 2012 dans plus de 50 domaines, dont l'énergie, les technologies, l'espace, l'informatique, les transports, la justice et la police !

Comment s'étonner, dès lors, que, dans de nombreuses régions du monde, s'exprime l'exigence d'un boycott citoyen jusqu'à ce que cet Etat respecte les règles imposées à tous les autres ? Nétanyahou a qualifié en février dernier ce mouvement (BDS) de « menace stratégique » dont il craint une « délégitimation » de son régime. John Kerry lui-même l'avait annoncé il y a un an devant le refus obstiné de ce pouvoir, le plus réactionnaire de l'histoire d'Israël, de geler la colonisation : « le gouvernement (israélien) devra vraisemblablement affronter un boycott international de plus en plus important ». Nous y sommes.

[Francis Wurtz](#). Paris, 31 juillet 2014

Sanctions contre Israël : des idées toutes prêtes !

***Francis Wurtz**. Homme politique français, membre du Parti communiste français. Il est député européen de 1979 à 2009 et président du groupe parlementaire Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique. Il est aussi membre du conseil d'administration de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).